



Note thématique sur le financement climatique: le financement REDD+

Marigold Norman, Alice Caravani, Smita Nakhooda,
Charlene Watson et Will McFarland, ODI
et Liane Schalatek, HBS

Fondamentaux
du financement climatique **5**

DÉCEMBRE 2015

Depuis 2008, 2,89 milliards \$ ont été promis aux cinq principaux fonds climat multilatéraux qui financent la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts, et à la conservation (REDD+). Malgré un intérêt vif pour le recours aux mécanismes de marchés pour financer les programmes REDD+, l'avenir de ces mécanismes reste très incertain et la mesure dans laquelle la REDD+ figurera dans l'Accord de Paris 2015 reste à voir. L'année dernière a vu très peu de nouvelles promesses de soutien de la REDD+. Il y a, toutefois, quelques changements importants dans l'architecture REDD+ et une augmentation d'efforts pour soutenir les pays en développement à aller au-delà de préparation et de renforcement des capacités à des programmes de démonstration et des réductions d'émissions avec des paiements fondés sur les résultats vérifiés. La Norvège est le plus grand contributeur de financements REDD+, suivi du Royaume-Uni, de l'Allemagne et des États-Unis. Depuis 2008, ces fonds ont octroyé 1,3 milliard \$ pour des activités REDD+. Cette dernière année, les financements octroyés ont augmenté de 21%.

Les enjeux

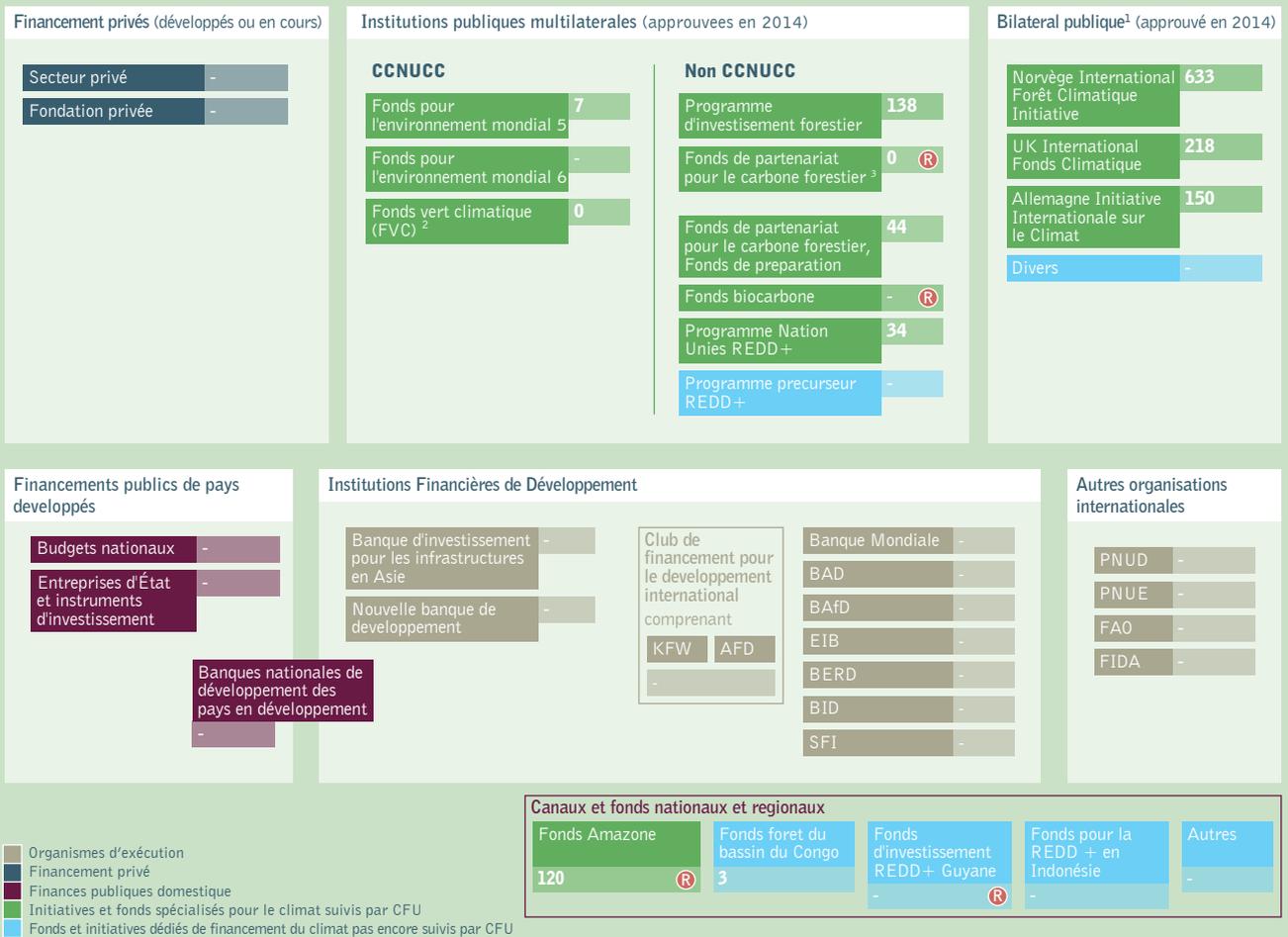
Les financements REDD+ occupent une position importante depuis que le changement d'affectation des terres (principalement le déboisement), a été reconnu responsable de 12 à 20 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les forêts tropicales, qui fournissent des services éco-systémiques multiples, font vivre près de 1,6 milliard de personnes, parmi les plus pauvres de la planète. Intégrés dans les stratégies de développement, les financements REDD+ sont en mesure de promouvoir l'utilisation et la gestion des ressources forestières, tout en respectant l'environnement et les impératifs sociaux - sous réserve que des garanties, des régimes allocataires inclusifs et sensibles au genre, les droits d'utilisation traditionnels et autochtones soient reconnus et protégés. Le cadre de Varsovie pour REDD+ négocié à la COP19 souligne l'importance des sauvegardes et des financements octroyés en fonction des réductions d'émissions vérifiées. L'idée de tirer parti des mécanismes de marchés du carbone pour promouvoir les financements REDD+ a suscité un vif intérêt. Bien que la structure et l'avenir de ce marché potentiel demeurent incertains, une grande partie des financements REDD+ ont bénéficié aux activités de renforcement de capacité pour préparer les pays à accéder aux financements en démontrant qu'ils ont effectivement limité la déforestation et évité des émissions.

Les fonds climats principaux qui financent REDD+

Plusieurs institutions financent REDD+. Le Fonds Carbone du Fonds de partenariat pour le carbone forestier (PCPF-CF) et son Fonds de préparation (FP-FPCF), qui sont administrés par la Banque mondiale ; le Programme d'investissement pour la forêt (FIP), qui est administré par les Fonds d'investissement climatique ; et le Programme ONU-REDD sont des fonds multilatéraux dédiés aux financements REDD+. Ils ont ensemble approuvé 660,9 millions \$ à ce jour pour des activités de projets. En outre, le Fonds Carbone a dédié, mais pas formellement approuvé 141,4 millions \$ à huit pays pour des réductions d'émission vérifiées. Enfin, le Fonds pour l'Amazonie et le Fonds forestier pour le bassin du Congo (FFBC), qui est administré par la Banque africaine de développement, sont centrés sur les financements REDD+ dans leur région respective, et ont approuvé 635,12 millions \$ à ce jour.

L'architecture de la REDD+ est cependant en train de changer, (Figure 1). Le FFBC a récemment confirmé qu'il réduira progressivement ses activités suite à l'avis du Royaume-Uni et de la Norvège qui ne libéreront pas les derniers 16% de leurs engagements initiaux, reconstitutions de ressources, ou de soutenir un nouvel appel à propositions de projets. Ceci est largement dû au conflit et à l'instabilité

Figure 1: forêts internationales et le changement climatique l'architecture (US\$ millions)



■ Organismes d'exécution
■ Financement privé
■ Finances publiques domestique
■ Initiatives et fonds spécialisés pour le climat suivis par CFU
■ Fonds et initiatives dédiés de financement du climat pas encore suivis par CFU

1. Finances publiques bilatérale exceptes les contributions des pays aux fonds multilatéraux
2. Le GCF doit encore indiquer la proportion des 10 milliards US\$ déposés qui seront alloués à des activités REDD +
3. Le financement du Fonds Facilité Carbone Forest Carbon Partnership est affecté pour les pays, mais pas encore approuvé

(R) Sources de financement, les fonds et les initiatives représentent ceux allouer tout ou partie des finances que la finance axée sur les résultats

Figure 2: Fonds dédiés aux financements REDD+ (2008-2015)

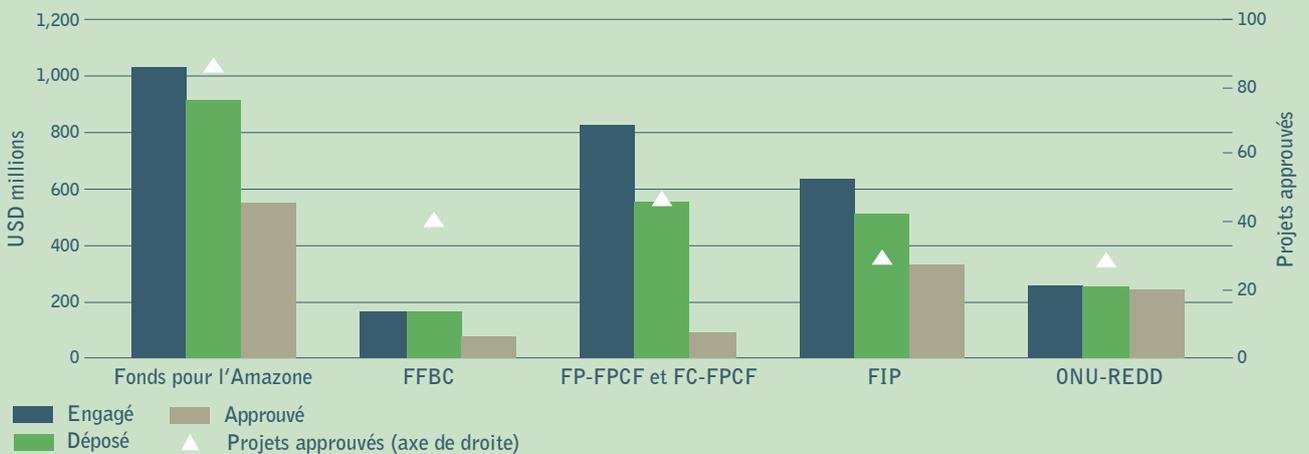
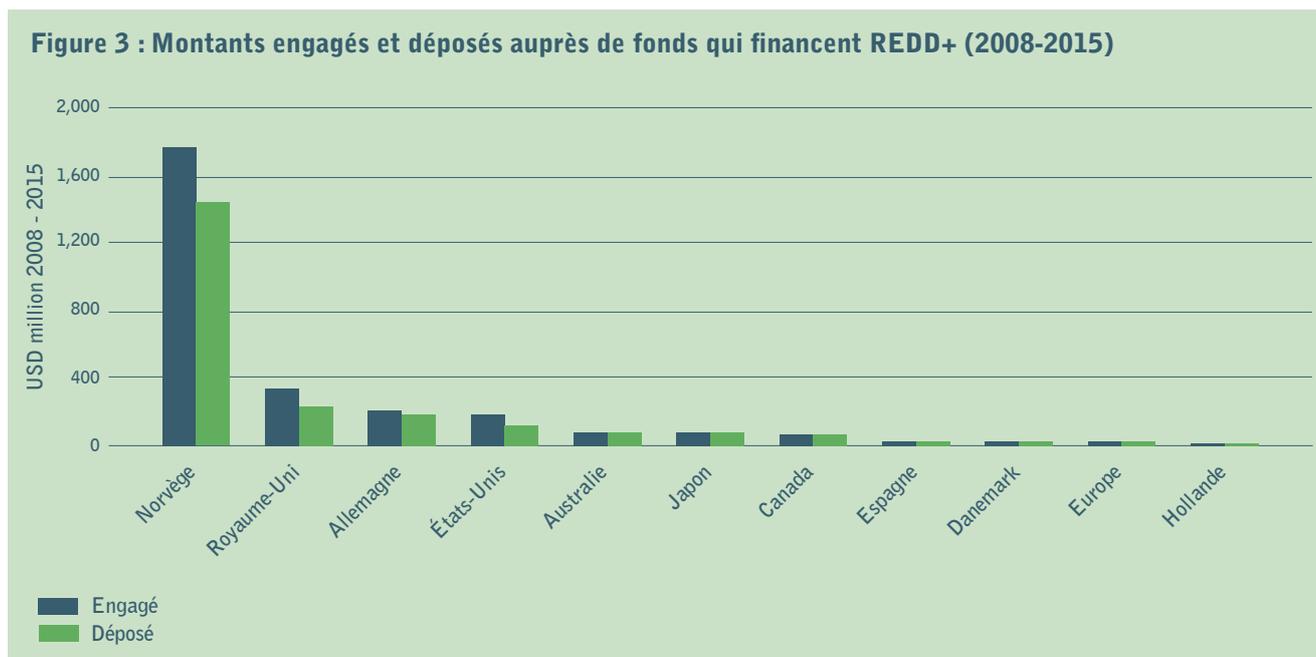


Tableau 1 : Fonds dédiés aux projets REDD+ (USD million, 2008-2015)

Fonds	Engagé	Déposé	Approuvé	Projets approuvés
Fonds pour l'Amazonie	1,034.1	917.2	553	78
Fonds carbone – Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FC-FPCF)	470.2	258.1	0	0
Fonds de préparation - Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FP-FPCF)	357.6	298	87.66	42
Programme d'investissement pour la forêt (FIP)	583	528	333.2	27
ONU-REDD	256.81	255	240.07	26
Fonds forestier pour le bassin du Congo (CBFF)	164.65	164.65	82.12	37

Figure 3 : Montants engagés et déposés auprès de fonds qui financent REDD+ (2008-2015)



politique contraignant ce qui peut être réalisé dans le cadre du modèle de financement CBFF. Une nouvelle initiative de la forêt d'Afrique centrale (CAFI) a été annoncée en septembre 2015 pour soutenir la région du Bassin du Congo, cependant, avec 250 millions \$ déjà engagés par la Norvège sur la base de résultats des paiements fondés sur la réduction des émissions d'ici à 2020. En outre, le Fonds vert pour le climat (GCF), de plus en plus opérationnel, semble prêt à concentrer ses efforts au moins en partie sur l'augmentation du financement pour les forêts, qui a été identifié comme ayant le potentiel pour atténuer le changement climatique, aux côtés des avantages pour les services sur l'éco système et les moyens de subsistance.

La réduction progressive du FFBC et des taux de change ont eu un impact sur le financement global disponible pour le REDD+ 2015 (Figure 2; tableau 1).

Les contributions auprès des cinq principaux fonds REDD+ ont augmenté de seulement 2,7% (76 millions \$) au cours des 12 derniers mois. Le FCPF-FP a obtenu le plus de contributions additionnelles en 2015 et a été prolongé de cinq ans jusqu'en 2025 afin de laisser le temps aux pays de passer de l'état de préparation vers la réduction des émissions dans le cadre du Fonds carbone. En outre, 88% des contributions ont été déposées, tandis que les projets approuvés sont à 55% de financements déposés dans les fonds du REDD+.

Origine des financements REDD+ engagés et déposés

Le premier pays contributeur de financements REDD+ aux fonds multilatéraux est la Norvège, avec 60% des fonds annoncés (voir figure 3). Le Royaume Uni, les États-Unis et l'Allemagne sont également des contributeurs majeurs des financements REDD+, via les fonds multilatéraux et des initiatives bilatérales.

Pays bénéficiaires des fonds et types de projets

Selon les données CFU, 48 pays reçoivent des financements (multilatéraux et bilatéraux) REDD+ même si la moitié des fonds approuvés sont principalement concentrés au Brésil. L'Indonésie est aussi un des principaux bénéficiaires des financements REDD+ à ce jour et reçoit la majorité des financements via sa coopération bilatérale avec la Norvège et l'Australie. Les fonds multilatéraux ont seulement approuvé 25,5 millions \$ pour des activités REDD+ en Indonésie.

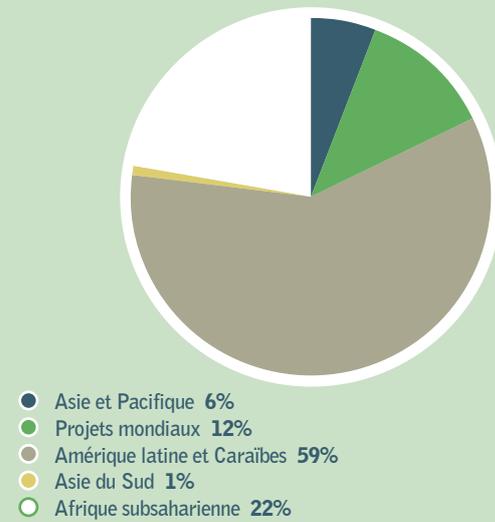
Trois programmes mondiaux REDD+ ont reçu à ce jour 158 millions \$. Le plus grand d'entre eux concerne le programme d'appui aux actions des pays de l'ONU-REDD, qui atteint 128,59 millions \$ et cible l'ensemble des pays partenaires du programme. Il élabore et fournit des services de transfert de connaissances, de produits et de compétences à ces pays, et accompagne les pays dans les étapes de REDD+, de la phase de préparation à celle de mise en œuvre des actions financées en fonction des résultats obtenus.

Le graphique 4 montre que la région qui comprend l'Amérique latine et les Caraïbes représente la première région bénéficiaire des financements REDD+ et a reçu 59% des fonds multilatéraux REDD+ octroyés, soit 771,4 millions \$. Y contribuent notamment Le Fonds pour l'Amazonie à hauteur de 553 millions \$ (72%) en soutenant 77 projets au Brésil et le biome de l'Amazone, et le FIP à hauteur de 91,55 millions \$ au Brésil et 60 millions \$ au Mexique.

22% des financements multilatéraux, soit 287,5 millions \$, ont été octroyés pour des projets en Afrique subsaharienne. Le principal bénéficiaire des financements REDD+ dans la région est la République Démocratique du Congo qui a reçu 90 millions de \$.

Les financements du REDD+ visent de plus en plus à soutenir les pays en développement à aller au-delà du renforcement des capacités et de la préparation à des programmes de démonstration et des réductions d'émissions et des financements offerts sur un paiement de base de la performance. Les fonds de soutien de cette transition comme le FCPF et le FIP ont cherché à se réorganiser pour offrir plus de soutien aux pays partenaires. En juillet 2015, la Banque mondiale, administrateur des FCPF RF, CF et FIP a réorganisé les unités d'exploitation pour offrir une plus grande cohérence et coordination entre les trois fonds.

Figure 4 : Répartition régionale des financements multilatéraux approuvés (REDD+ et autres financements, 2008-2015)



In addition to the series of 12 Climate Finance Fundamentals, these recent ODI and HBS publications may be of interest:

- **Financing Intended Nationally Determined Contributions (INDCs): Enabling Implementation.** Meryln Hedger and Smita Nakhoda analyse the current and potential role for finance in INDCs published to date (October 2015). Available at: <http://bit.ly/1PzzKqC>
- **Climate Finance for Cities: How can climate funds best support low-carbon and climate resilient urban development?** Sam Barnard reviews the approaches taken by multilateral climate funds to support climate action in cities (June 2015). Available at: <http://bit.ly/1eTq23L>
- **What counts: tools to help define and understand progress towards the \$100 billion climate finance commitment.** With Paul Bodnar, Jessica Brown, ODI's Smita Nakhoda, layout five simple tools to consider what should count to the 2020 target (August 2015). Available at: <http://bit.ly/1PzzQ0Y>
- **10 things to know about climate change and financing for development.** Smita Nakhoda and Charlene Watson highlight what you need to know about climate change and development finance (July 2015). Available at: <http://bit.ly/1RuUVgr>
- **From Innovative Mandate to Meaningful Implementation: Ensuring Gender-Responsive Green Climate Fund Projects and Programmes.** Liane Schalatek looks at the potential for the GCF to support gender responsive climate action (November 2015). Available at: <http://bit.ly/1HtEYMB>

Contact us for more information at info@climatefundsupdate.org

Références et liens utiles

Climate Funds Update : www.climatefundsupdate.org (données consultées en novembre 2015)

Norman, M. and Smita Nakhoda. 2014. "The State of REDD+ Finance." CGD Working Paper 378. Center for Global Development, Washington, DC, US. Disponible sur : <http://www.cgdev.org/publication/state-redd-finance-working-paper-378>

Norman, M (2015) Better data can help international forest finance flow. <http://www.odi.org/comment/9879-better-data-can-help-international-forest-finance-flow>

Les Notes Fondamentales du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur www.climatefundsupdate.org

Overseas Development Institute
203 Blackfriars Road | London | SE1 8NJ | UK
Tel:+44 (0)20 7922 0300

Heinrich Böll Stiftung North America
1432 K Street | NW | Suite 500 Washington | DC 20005 | USA
Tel:+1 202 462 7512